

# 3<sup>ème</sup> Synthèse sur la situation sécuritaire et humanitaire dans les provinces de l'Ouest de la RD Congo

© Caritas International

## Dans cette note

- Témoignages des populations
- Chronologie de la crise
- Entretiens avec le Cardinal Fridolin Ambongo et la Coordinatrice humanitaire Suzanna Tkalec
- Focus sur la paix
- Recommandations

# Editorial



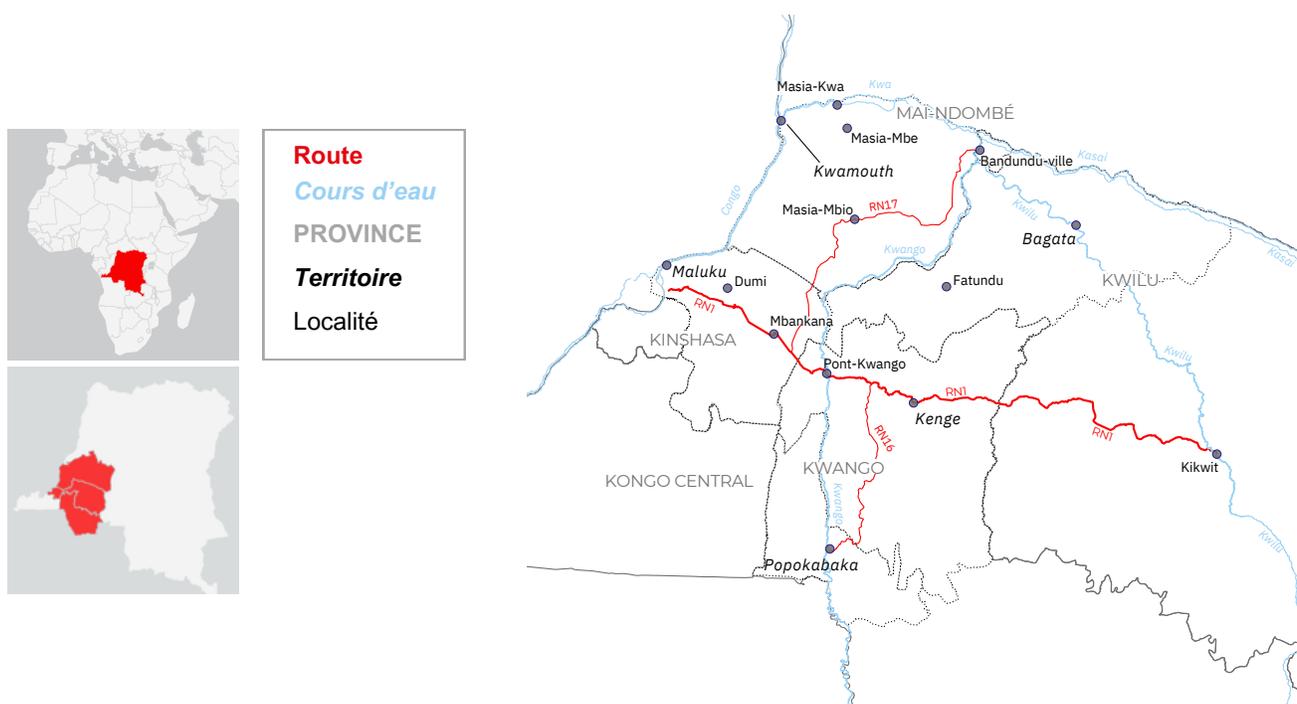
Voilà deux ans que l'Ouest de la RD Congo est dans la tourmente, et que le conflit qualifié d'intercommunautaire qui a débuté dans le Mai-Ndombe s'est étendu aux provinces du Kwango, Kwilu, et la Ville Province de Kinshasa. Il a provoqué à ce jour des milliers de morts, des centaines de milliers de déplacés, des violations des droits humains sans nom, la destruction des maisons, écoles, structures sanitaires et moyens d'existence dans des centaines de localités.

Eclipsées par les populations déplacées en masse à l'Est du pays, les populations de ces 4 provinces comptant parmi les plus démunies de la République démocratique du Congo ont reçu très peu d'assistance mais continuent, au quotidien, à faire montre d'une solidarité sans borne, rappelant l'urgence que les acteurs humanitaires, de développement et de paix se mobilisent pour éviter que la situation s'enlise.

Partout, les communautés appellent à un véritable processus de paix et de réconciliation. L'Acte d'engagement global et inclusif pour la paix et la stabilité signé par des représentants Teke et Yaka le 6 avril 2024 sous l'égide du président de la République a fait renaître l'espoir d'une fin au conflit qui favoriserait le retour durable des personnes déplacées et la reconstruction des infrastructures et du tissu social. Il est urgent que les acteurs nationaux et internationaux intensifient et synchronisent les efforts humanitaires, de redressement économique et de consolidation de la paix !

**Liliane Bitong Ambassa,**  
**Représentante pays de Caritas international Belgique**

## ZONES AFFECTÉES PAR LE CONFLIT



# Témoignages

La crise des provinces de l'Ouest de la RD Congo est avant tout une crise humaine. Depuis deux ans, elle écrit des récits de souffrance par milliers, de populations encore et encore déplacées peinant à subvenir à leurs besoins dans des milieux qui ne sont pas les leurs. Elle donne aussi lieu à une solidarité sans précédent, les communautés de Kenge, Kikwit, Mbankana, Kinshasa notamment hébergent encore aujourd'hui des dizaines de milliers de compatriotes qui ne peuvent prétendre à un retour.

## Maman Océane

### a accueilli des centaines de déplacés à Kenge

Moi c'est maman Romaine Musey Océane, j'habite la ville de Kenge. J'ai reçu 1.500 personnes de Kwamouth chez moi pendant deux semaines, avant que les autorités les hébergent.

Aujourd'hui je suis avec 60 personnes, elles n'ont nulle part où aller. J'ai acheté un grand terrain dans lequel j'ai construit des maisons en paille pour qu'ils habitent.

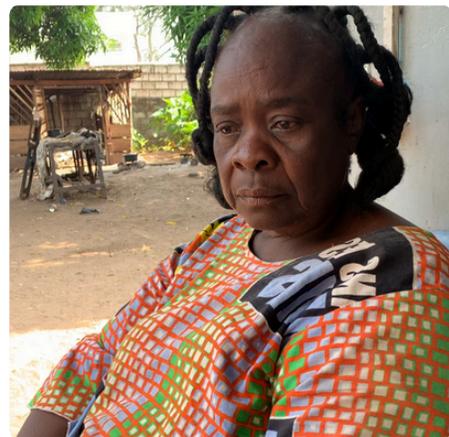
Manger est très difficile, donc je n'arrive plus à dormir. Je vais m'endormir et à 3h je n'ai plus sommeil, je raisonne en me demandant qu'est-ce que ces gens vont manger. Voilà pourquoi on fait faire des petits boulots comme la construction de briques, des chaises que l'on vend.

On achète les aliments pour qu'ils mangent, c'est toujours comme ça. Ils sont venus avec rien du tout, ils ont tout trouvé chez moi, ils ont fait une année et demie, l'argent et la nourriture c'est moi seule qui le prend en charge.

Mon argent est fini à cause d'eux, si je me disais qu'ils s'en aillent, où iront-ils ? Leurs parents sont morts là-bas, ils sont nés et ont grandi là-bas, ils ne connaissent pas leur village, ils n'ont nulle part où aller aussi.

Donc c'est vraiment difficile, je ne vois plus, je n'ai plus sommeil, pour dormir je dois prendre quelque chose et c'est seulement comme ça, c'est vraiment difficile.

Que Dieu aide, qu'il aide les gens, qu'il entre dans le cœur des gens compatissants. Qu'ils viennent nous aider nous les déplacés de Kwamouth. Les veuves sont là, les orphelins sont là, il ya aussi des personnes avec handicap qui sont là.



© Caritas International



© Caritas International

## Ntumbwa Ngi

### déplacé dans le quartier Mombele à Kinshasa

J'habitais à Kimpirika, je faisais mes travaux manuels: couper le charbon de bois, la plantation des champs avec les femmes, on ne savait pas ce qui allait nous arriver brusquement. C'était un matin de dimanche, on revenait de l'église. J'allais porter le charbon de bois qui était resté en bas. Vers 3 heures, on a entendu le village 'bouger', des balles. J'ai sursauté et j'ai regardé par la fenêtre. Le peloton était devant la porte de ma maison, il n'y avait pas moyen de sortir. Ils ont pris ma femme et ils voulaient la découper. Elle a dit : « moi je suis muyaka, ne me tuez pas, j'ai fait quoi ? ».

Ils sont encore revenus, ils m'ont lancé la machette ici au cou. Les choses de la maison, la nouvelle moto, je n'ai plus rien, les pantalons, les marmites, tout... ils ont pris et sont partis avec tout. Même la machette, je n'ai rien du tout, je suis devenu comme un insensé. J'ai commencé à faire des fièvres, plus moyen de tourner le cou, de soulever la tête, je suis en train de souffrir. Les moyens de traiter mon corps j'en ai pas, je suis assis comme un insensé, je n'ai pas beaucoup à dire... moi, je venais de Kimpirika, je suis venu ici [à Kinshasa] chez mon beau-frère, moi j'ai épousé sa grande sœur, voilà pourquoi ils m'ont accueilli. Si Dieu le veut je vais rentrer à Kimpirika, mais avant que je ne rentre, aucun Muyaka ne doit être dans ce village.

\* Les propos sont présentés le plus fidèlement possible et ne représentent pas nécessairement les positions des organisations qui ont rédigé cette note.

## Maman Marie

### accueille 30 déplacés à Kinshasa

Moi je suis Maman Marie. Ici, à Kinshasa, j'ai entendu un écho qu'au village Fadiaka on a tué des gens. Ça m'a fait mal, ma famille est là-bas. Lorsque la femme du chef coutumier du village de Fadiaka est venue, elle a dit qu'elle a traversé la rivière Kwango en nageant, les Mobondo lui tiraient dessus. Un garçon a commencé à la pousser. Ils ont pu fuir de l'autre côté, avec seulement un seul pagne avec lequel elle part avec au champ et le singlet qu'elle avait porté. Ils sont arrivés au village Mbenzali, du côté du plateau, à Kwango. Au village Kinsele, ils ont pris le camion, ils sont venus à Kinshasa, ils n'ont nulle part où aller, maintenant je fais comment?



© Caritas International

Ils étaient là à 6, d'autres encore sont venus. Il faut que je cherche le moyen qu'ils mangent, même si moi je ne mange pas. J'achète beaucoup de 'matembele' (feuilles de manioc). On a cherché un peu d'argent et on leur a donné, d'autres commencent à préparer la 'chikwangue' (pain de manioc), d'autres commencent à vendre de l'eau, seulement dans la souffrance comme ça. La venue de la femme du chef coutumier était difficile: deux de ses enfants étaient des mères, elles ont été tuées, un des petits enfants s'est échappé dans la forêt. Le soir, il est venu au village pour ramasser les arachides, jusqu'à ce qu'il y ait des gens qui sont venus, ils ont trouvé notre petit enfant. Ils l'ont pris et cherché ses parents jusqu'à ce qu'ils ont eu la femme du chef coutumier. Jusqu'à présent, l'enfant en question est toujours dans ma maison. Il y a de la souffrance chez ces gens que moi j'ai accueillis, ils sont même à 30 dans ma maison, ils sont nombreux, on mange difficilement, on souffre seulement comme ça.



© Caritas International

## Adrien Ngampo Ebiu

### Chef Coutumier de Dumi

Je suis le chef du quartier Molokai, je supervise le village de Dumi, Kibirika, Nkeme jusqu'à Mongata. On était assis et on a entendu une première rumeur de Kwamouth qu'il y avait des conflits. A notre grande surprise, quand ils sont arrivés proches du côté de Lofimi, on a entendu que 'les gens qui agressent les autres, c'est le peuple Yaka'. Quand le peuple Yaka – habitant de notre côté – a eu cette information, ils sont partis rapidement de leur propre gré pour rejoindre les autres et c'est ainsi qu'ils ont adhéré à ce conflit. Alors quand ils sont venus, ils ont commencé l'agression. Voilà le début du conflit ici. Comme conséquence, quand nos frères de Bandundu ont rejoint les Mobondos, ils ont commencé avec les incursions et tueries. Les gens ont laissé leurs maisons et tout ce qu'ils avaient, ils ont fui et abandonné le village.

Nous espérons la paix. Avec la présence des militaires nous avons senti qu'il y a la paix. La tribu Yaka dans l'ensemble avec qui on vit, sur 100%, on peut avoir 80% qui ne se sont pas mêlés dans ces histoires. Des Yaka ici qui ont participé, nous ne souhaitons plus qu'ils vivent ici, nous souhaitons qu'ils soient à l'écart du village, s'il y a du travail qu'on leur trouve ça ailleurs et non ici.

# Chronologie

## Situation actuelle

Deux ans après le début de la crise, un "banditisme Mobondo" s'est ajouté au conflit foncier, coutumier et identitaire initial, exacerbant les violences.

Dans le Territoire de Kwamouth, le conflit est resté statique et les Mobondo contrôlent la moitié de sa superficie, tandis que les zones périphériques sont sous contrôle des forces régulières.

Dans la Commune Rurale de Maluku, la crise présente deux facettes : la revendication des terres et l'accaparement par le mouvement Mobondo à des fins politiques ou personnelles.

Dans la province du Kwango, le mouvement Mobondo grandit, rançonnant les populations et traquant les Teke. Les forces de sécurité sont peu présentes et les populations déplacées peinant à survivre.

## Prélude à la crise

**2021** - Tensions palpables au sujet d'une hausse des redevances coutumières sur les produits agricoles.

### Février - juin 2022

- Annonce de la hausse de la redevance par les chefs Teke.
- Opposition de nombreux fermiers.
- Prélèvement de la redevance par la force (arrestations, violences, ...).

## Début de la crise

### Début juin 2022

- Rassemblement des fermiers (Yaka/Mbala) devant la maison d'un chef Teke à Masia Mbe, un fermier Yaka tué par balle par le frère du chef.
- Prise d'assaut de Masia Mbe par les habitants Yaka, suivie par des incendies des maisons et des pillages.

### Fin juin 2022

- Série d'attaques meurtrières et de représailles, violences virulentes entre des membres des communautés Teke et Yaka et celles apparentées.
- Premiers déplacements de population vers des zones plus sécurisées.

### Juillet - octobre 2022

- Membres Yaka, Suku et d'autres s'organisent en groupes, appelés « **Mobondo** » (ou fétiches), surtout munie d'armes blanches et de fusils

## Progression de la crise vers d'autres zones

### Octobre 2022 - Début 2023

- Activisme des Mobondo s'étend géographiquement, touchant les provinces du Mai-Ndombe, du Kwilu, du Kwango et de la Ville-Province de Kinshasa.
- Les Bateke et Bayanzi sont les cibles principales des miliciens.
- Les groupes Mobondo développent leur économie de guerre, exploitent les terres occupées et recrutent des combattants. Ils installent leurs propres administrations, régulations et chefs de terre.

## Militarisation du conflit

### 2023

- Déploiement et renforcement des forces de sécurité étatique dans les zones affectées afin de sécuriser les routes nationales et axes fluviaux.
- Attaques sporadiques des miliciens et affrontements avec les forces de sécurité
- Multiples cas de violations des droits humains commis par les assaillants et des éléments des forces de sécurité.

## Différentes dynamiques au sein de la crise

### 2023 - début 2024

*Statu quo dans la partie nord de la RN-01 - Territoire de Kwamouth et Nord de la Commune Maluku (Kinshasa)*

- Les Mobondo occupent approximativement la moitié du Territoire de Kwamouth, tandis que les axes routiers et fluviaux sont sous contrôle des forces de sécurité régulières.
- Les communautés ne franchissent les lignes de front qu'en cas de besoin extrême.
- Des retours dans les zones où les militaires assurent la sécurité, clivage ethnique dans les anciens villages mixtes

*Insécurité grandissante dans la partie sud de la RN-01 - Sud de la Commune Maluku (Kinshasa) et province du Kwango*

- Les Mobondos prennent de l'ampleur, coupables d'extorsion et d'oppression de leurs propres communautés à des fins personnelles. rançonnent la population, traquent les Teke, imposent leurs règles.
- Installation des barrières sur les routes et la rivière Kwango
- Forces de sécurité peu déployées et réponses limitées.
- Mouvements de population pendulaires, pas de retour signifiant.

## Acte d'engagement pour la paix

### 6 Avril 2024

- Des représentants des communautés Téké (Mai-Ndombe) et Yaka (Kwango) signent un acte d'engagement global et inclusif pour la paix et la stabilité devant le chef de l'Etat.

... Les violences se poursuivent ...

# Une grave crise de protection

L'évolution de la crise à l'Ouest de la RDC, ainsi que la réponse sécuritaire des autorités et des FARDC, ont exacerbé les risques de protection. Les populations affectées par cette crise dans les différentes provinces (Mai-Ndombé, Kwango, Kwilu, Kinshasa) sont confrontées aux principaux risques de protection suivants:

- 1 Les **arrestations arbitraires** semblent devenir un problème important avec l'impossibilité de suivre les dossiers des personnes arrêtées ni de savoir ce qu'elles deviennent. Sur les 101 cas rapportés depuis janvier 2024, 97 d'entre eux ont été commis par les FARDC (34 cas) et la PNC (63 cas).
- 2 Les **taxes illégales** pratiquées par les multiples barrages tenus par les FARDC constituent un poids financier qui entrave le relèvement de ces populations sans ressources. À titre d'exemple, à la barrière de Lufimi et Aéro, à Mbankana, chaque voyageur est tenu de payer 2.000 CDF. À Dumu (bifurcation Mutiene), les FARDC, en coalition avec la police, exigent 10.000 CDF par colis, pour compenser l'absence de rations alimentaires. Ces taxes illégales peuvent également être accompagnées d'extorsion de biens voire également par des travaux forcés impliquant surtout les femmes pour répondre aux besoins des militaires (cas de Mongata). Les données de monitoring de protection indiquent que les violations du droit à la propriété représentent les principales violations et abus commis en 2024.
- 3 Les **violences basées sur le genre** font partie des violences vécues par les femmes et les jeunes filles lors de leur déplacement (fuite en forêt) mais également dans les zones d'accueil. Elles sont commises par les FARDC ou encore par certains membres de la communauté. Les jeunes filles sont particulièrement vulnérables et exposées au « mariage forcé » (avec les FARDC et/ou prise par les Mobondo comme esclave sexuel). Le sexe de survie est également mentionné par les communautés comme un mécanisme d'adaptation aux situations de précarité auxquelles les femmes et filles sont exposées. Un accroissement des taux de grossesses non désirées et des infections sexuellement transmissibles (IST) a été observé.
- 4 La **séparation familiale** est observée tant au moment des déplacements que lors des timides retours. Le nombre important d'enfants non accompagnés qui ont perdu la trace de leurs parents ou qui sont devenus orphelins nécessite une réponse rapide.
- 5 La **destruction des biens** est aussi récurrente : beaucoup de maisons dans plusieurs villages, ainsi que des champs, ont été brûlés et saccagés lors des actions des groupes armés. Certains champs ont été occupés par de nouveaux « propriétaires » qui détiendraient des documents administratifs y afférents. Les victimes craignent de dénoncer ces cas, car des autorités administratives y sont impliquées.



<sup>1</sup> Les violations et abus du droit à la propriété représentent 40% du total des violations et abus commis en 2024 selon les données collectées par la Fondation Kadima, partenaire du UNHCR.

<sup>2</sup> Cas rapporté à Mongata par Caritas Belgique

## Entretien avec Suzanna Tkalec, Coordonnatrice humanitaire adjointe

---



### **Vous retournez d'une visite au Kwango avec les coordonnateurs de clusters et les ONG intervenant sur le terrain, qu'avez-vous pu constater ?**

Nous avons récemment visité le Kwango et la commune rurale de Maluku brièvement, mais malheureusement, en raison de contraintes sécuritaires et logistiques, nous n'avons pu nous rendre dans le Mai Ndombe comme nous le souhaitions. Cette visite revêtait une grande importance. Nous avons pu nous entretenir avec les communautés, quelques personnes retournées, ainsi qu'un grand nombre de personnes déplacées, les autorités et des représentants des organisations nationales et locales de la société civile, très actives dans la région.

Les témoignages des communautés, et en particulier des personnes déplacées, étaient déchirants. La grande majorité, probablement 80%, était constituée de femmes et d'enfants. Nous leur avons demandé où se trouvaient les hommes, ils ont répondu qu'ils avaient été tués ou qu'ils avaient disparu. Il est impossible de décrire avec des mots ce qu'ils ont enduré. Lorsqu'on leur a demandé s'ils voulaient retourner dans leur région d'origine, la grande majorité a répondu qu'ils avaient trop peur de rentrer chez eux. Ceci indique que le retour, tant que le processus de paix et de réconciliation n'est pas achevé, n'est pas une option pour beaucoup.

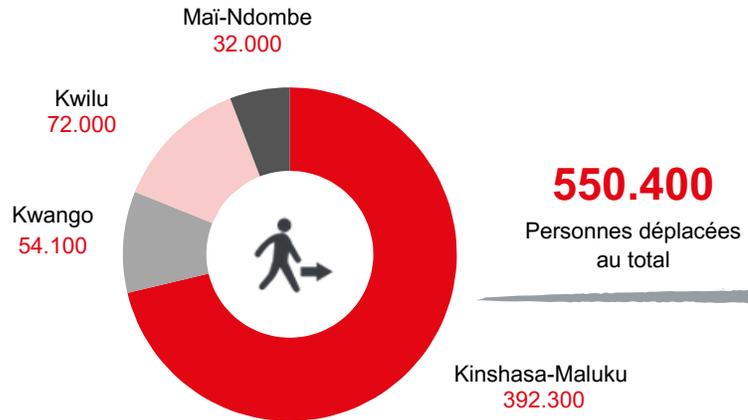
### **Quelles interventions pour des solutions durables ?**

Il est primordial de fournir une réponse intégrée à ceux qui sont rentrés et aux personnes déplacées qui ne rentrent pas pour l'instant pour les aider à retrouver une vie aussi normale que possible. Chaque réponse humanitaire doit être étroitement liée à la résilience et aux approches d'autonomisation, avec un fort accent sur le soutien psychosocial.

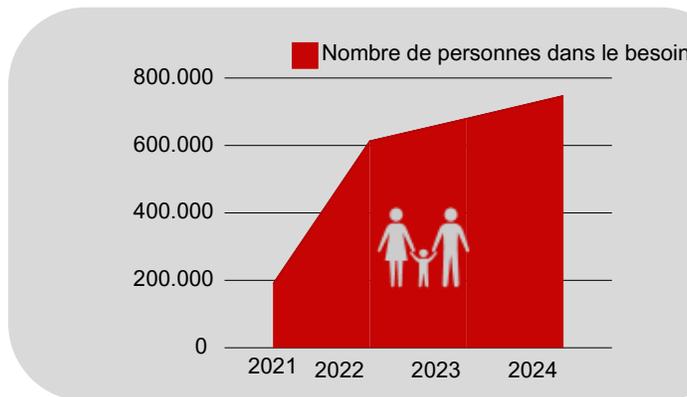
Le défi qui nous attend est de travailler avec les acteurs du développement, de paix et de réconciliation pour concevoir des programmes appropriés et intégrés qui permettront aux communautés de reprendre une vie normale. Même si la majorité des opérations et des ressources se trouvent à l'Est du Congo, la crise de Mai Ndombe est au centre de nos préoccupations et constitue un point de plaidoyer collectif perpétuel. Nous souhaitons remercier tout le monde, à commencer par les populations du Mai Ndombe, Kwilu, Kwango et Kinshasa qui font preuve de générosité, courage, solidarité depuis 2 ans que dure la crise. Merci aussi pour le plaidoyer qui s'effectue au niveau des capitales. Continuez à plaider pour la RDC et le Mai Ndombe. À ce jour, à mi-parcours du cycle de financement, le Plan de réponse humanitaire n'est financé qu'à hauteur de 23 %.

# La crise en quelques chiffres ....

## Déplacements de population dans les provinces affectées



Sources: Kinshasa (IOM/DTM octobre 2023) ; Kwango (missions ERM/ICN 2024) ; Kwilu et Mai-Ndombe (OCHA mars 2024)

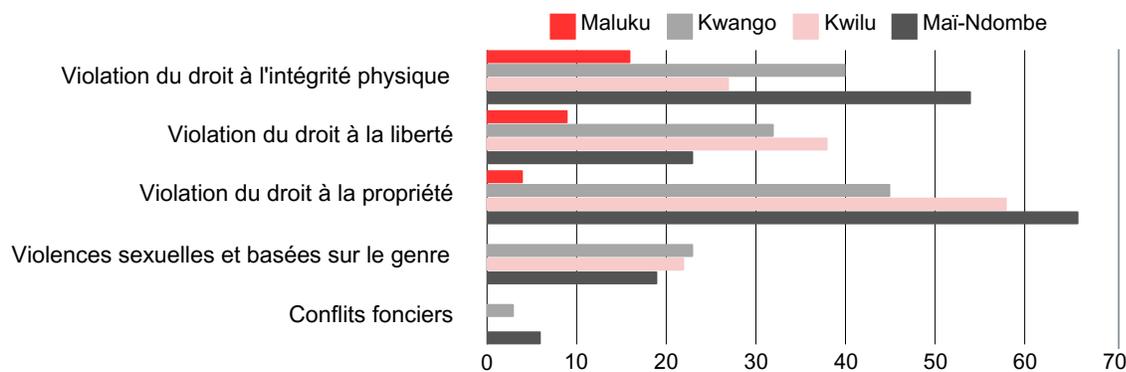


## Besoins humanitaires dans les territoires affectés (Kwamouth, Bagata, Kenge, Maluku et Popokabaka)

Source: Aperçus des besoins humanitaires d'OCHA - 2021 à 2024



## Incidents de protection (janvier à avril 2024)



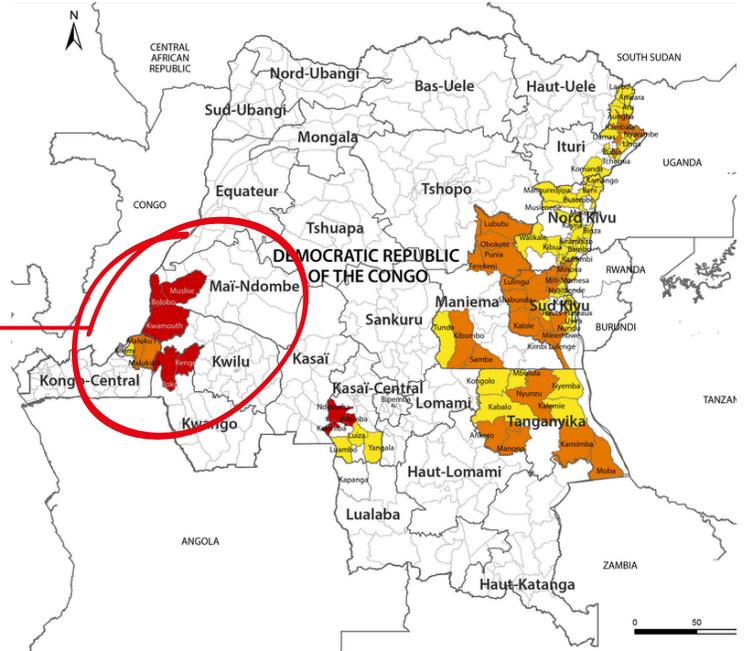
Sources: Rapport de monitoring de protection de la Fondation Kadima et Cluster Protection; Rapport de veille humanitaire CDJP-Kinshasa et Caritas Belgique

+ 200 localités attaquées depuis le début de la crise dans le Kwamouth, Kwango et commune rurale de Maluku.

# La crise en quelques chiffres ....

## Situation de malnutrition aigüe (janvier à juin 2024)

Territoire (province)	Enfants de moins de 5 ans en situation de malnutrition aigüe	% du total / phase IPC
Kenge (Kwango)	37.753 sur 141.558	26,7% Critique
Kwamouth (Mai-Ndombé)	7.298 sur 30.719	23,7% Critique
Maluku (Kinshasa)	16.300 sur 80.695	20,2 % Sérieuse



Source : IPC (2024) *Analyse de la malnutrition aigüe - RDC (juillet 2023-juin 2024)*

- 80% des champs non accessibles
- 3 saisons agricoles perdues
- 200% d'inflation sur les denrées alimentaires et produits de base



### LÉGENDE

Classification IPC des phases de Malnutrition aigüe (MNA)

- 1- Acceptable
- 2- Alerte
- 3- Sérieuse
- 4- Critique
- 5- Extrêmement critique

### Insécurité constante



Zones non accessibles :

- 50% du territoire de Kwamouth
- 15 à 20% du territoire de Popokabaka
- 10 à 15% de la commune rurale de Maluku

### Impact sur l'éducation



2/3 des établissements scolaires sont ou ont été à l'arrêt

2 années scolaires perturbées (2022/2023 et 2023/2024)

35% de déperdition scolaire

70% des écoles affectées dans le territoire de Kwamouth et la commune rurale de Maluku

81 écoles incendiées dans le Kwango

85 % d'enfants, majoritairement déplacés et retournés, traumatisés



# Focus : Retour à la paix

## Entretien avec le Cardinal Fridolin Ambongo Besungu le 21 mai 2024 à Kinshasa

### Quelles contributions passées ou à venir de l'Eglise en lien avec la résolution de la crise de Kwamouth ?

Depuis l'éclatement de cette crise dans le territoire de Kwamouth, l'Eglise s'est retrouvée en première ligne notamment avec la double visite que j'avais effectuée. Il faut aussi reconnaître que sur le terrain quand j'étais parti, beaucoup d'autorités politico-administratives avaient peur d'aller là-bas et l'Eglise est restée, conformément à sa vocation : être aux côtés de celles et ceux qui souffrent.

La population était obligée de fuir des maisons des villages, des champs abandonnés ; ce qui fait que beaucoup de gens qui habitent ces territoires sont aujourd'hui un peu dispersés, on les retrouve ici à Kinshasa, à Kenge, dans la ville de Bandundu. Il y en a qui se sont repliés sur leur propre famille ou chez des amis à travers la cité et le climat général, c'est un peu la désolation.

J'ai vraiment bon espoir qu'avec l'évolution actuelle nous puissions passer de la phase urgence pour sauver sa vie au mouvement de retour pour la recherche d'une paix, pour une cohabitation pacifique entre les communautés qui jusque-là se regardaient en chiens de faïence. Notre souci actuellement est de voir comment aider ces communautés à entrevoir un avenir nouveau, non plus dans la compétition, la rivalité, mais dans la complémentarité, la fraternité comme ils ont toujours vécu ensemble. C'est le grand défi qui pointe à l'horizon. Si les gens retournent, il faut qu'il y ait un minimum de conditions de vie pacifique et pour cela nous devons travailler.

### Les communautés disent que la résolution de cette crise va nécessiter l'implication de l'Eglise et des religieux en général. Qu'en pensez-vous ?

Je suis convaincu que l'Eglise peut jouer un rôle capital dans la recherche de la paix, la recherche de la confiance mutuelle et la cohabitation pacifique entre le peuple habitant le territoire de Kwamouth. Je le dis sur base de l'expérience. D'abord en reprenant les activités au niveau des paroisses parce que quand les gens voient que les prêtres sont retournés, les religieux et religieuses sont de retour dans leurs activités, ça crée la confiance et ça encourage les gens à rentrer chez eux. Mais en plus de ça, c'est aussi le travail de dialogue que l'Eglise peut instaurer à la base. Et dans ces communautés de base il y a des gens de tout bord et rien qu'en partant de là nous pouvons déjà commencer à instaurer quelques cellules de dialogue au sein de la population de Kwamouth.



### Comment avancer dans la résolution de cette crise ?

Je crois qu'il faut partir de ce qui a été fait jusque-là. Dernièrement, même sur le plan purement politique, que j'appellerais plutôt symbolique, il y a eu une cérémonie de réconciliation entre les deux communautés. Même si nous savons très bien que ce n'était pas un conflit entre les deux communautés, c'est déjà un pas dans la bonne direction. Ce qu'il faudra faire maintenant, c'est commencer à tester la situation : est-ce que c'est assez mûr pour un retour pacifique. Si oui, qu'est-ce que nous pouvons faire ? Si non, qu'est-ce que nous devons d'abord faire pour créer ces conditions ? Et je crois qu'il faudrait assez rapidement commencer par envoyer nos émissaires.

### Un dernier mot ?

Mon souhait en tant que pasteur c'est que ce territoire de Kwamouth puisse retrouver la paix, la vraie paix. Parce que Kwamouth par rapport à Kinshasa c'est quand même le grenier qui alimente en nourriture Kinshasa, notamment le manioc, les feuilles de manioc, etc. Et depuis qu'il y a cette crise, on voit quand même qu'ici à Kinshasa il y a un sérieux problème. Que la paix revienne dans ce territoire. Et j'exhorte tous les hommes, toutes les femmes épris de paix, à s'impliquer sincèrement dans la recherche d'une vraie paix, une paix solide dans ce territoire aux portes de Kinshasa.

## Stratégie de réponse à la crise de Kwamouth par l'Initiative pour un Leadership Cohésif - ILC



Une branche particulière de la stratégie de réponse à la 'crise de Kwamouth' (et des territoires environnants) s'attelle à identifier les protagonistes les plus influents de la crise en cours, ainsi que les instances étatiques concernées, afin de les rassembler pour une forme de dialogue « annonçant » l'écoute réciproque, le courage de l'analyse critique et l'engagement personnel et collectif des leaders comme itinéraires et aboutissements inévitables du processus.

### Un processus à rebondissements

Depuis 2022, ce travail d'identification a été mis à jour au fil des retournements de situation, et de dynamiques entre acteurs. À la fin juin 2023, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires coutumières adressait un avis de non-objection quant au projet (de l'Initiative pour un Leadership Cohésif) d'organiser une rencontre des acteurs-clés selon sa propre approche méthodologique. Prévue pour se tenir à Bandundu-Ville, la retraite avait cependant dû être reportée suite au refus de quelques acteurs « de s'asseoir à la même table que les bourreaux ».

Quelques mois plus tard, le vice-Premier Ministre acceptait le principe d'une démarche en deux temps, qui verrait d'abord les protagonistes échanger sur le cœur des enjeux et des perceptions de chaque partie, et aboutir à des engagements concrets sous la facilitation d'une structure informelle comme l'Initiative pour un Leadership Cohésif, avant de se retrouver autour d'un « Forum de paix » sous les auspices du Ministère de l'Intérieur pour marquer de façon solennelle la matérialisation de ces engagements ; en termes concrets la retraite viserait une cessation des hostilités suivie de démarches communes des anciennes figures belligérantes, avec pour premiers éléments de langage, la « sacralisation » des principes humanitaires – accès, neutralité, impartialité, critères de hiérarchisation des plus vulnérables...

L'étape suivante verrait ces mêmes leaders d'opinion se faire les avocats les plus convaincants et rassurants - par leurs prises de parole en commun sur le terrain - d'une réinstallation des chefs traditionnels légitimes et d'un retour des familles déplacées dans leurs milieux d'origine.

### Elections, forum de paix et mutualisation des efforts

Malheureusement, les souffrances des populations civiles de l'ex-Grand Bandundu ont été indirectement prolongées par les échéances électorales. L'ILC a d'emblée rejeté toute option de retraite dont les autorités centrales et l'appareil militaire seraient absents, absorbés par d'autres tâches. C'est donc cette attente qui a prévalu jusque fin mars 2024. C'est là qu'est intervenu le « Forum de paix entre Teke et Yaka », organisé par le Ministère de l'Intérieur. L'ILC, prenant acte de cette initiative régaliennne, a noté les quatre blocs de recommandations – d'ordres juridique et administratif, politique, socio-humanitaire et communicationnel, et enfin coutumier.

Reste la démarche de fond et le défi de mutualisations des efforts, qui consiste à rassembler et inspirer (par la « magie » de l'échange de bonne foi et mutuellement exigeant) les acteurs-clés capables notamment d'instruire des centaines d'hommes rendus violents par des narratifs bellicistes, tronqués et exclusifs, de cesser les hostilités. Y compris des acteurs qui n'étaient pas présents au forum. En outre, l'ILC fera en sorte d'accompagner un ancrage institutionnel de la démarche par l'implication des deux branches stratégiques du Ministère de l'Intérieur – les Secrétariats généraux aux affaires coutumières d'une part, à l'intérieur et sécurité d'autre part – de jouer pleinement leurs rôles régaliens et impartiaux au cœur des discussions et dans la phase postérieure à la retraite 'leadership cohésif', aux côtés des forces de sécurité et d'autres instances de l'État (éducatives et sanitaires en particulier) et des acteurs humanitaires et de développement.

# Recommandations

---

La crise des provinces de l'Ouest de la RD Congo est une situation complexe qui mérite des réponses holistiques et innovantes. Les acteurs humanitaires doivent être mobilisés pour répondre aux besoins urgents, mais ils ne peuvent prétendre apporter des conclusions durables à eux seuls. Les organisations de paix, notamment celles ancrées au sein des communautés, doivent être soutenues dans leur élan vers la réconciliation. Enfin, les protagonistes du développement durable ont un rôle crucial à jouer dans la reconstruction des infrastructures et moyens d'existence des populations des quatre provinces concernées.

**Quand ils sont synchronisés avec les objectifs humanitaires, les efforts de redressement économique, d'analyse des conflits, et de consolidation de la paix permettront de surmonter les sources de la vulnérabilité, d'exclusion sociale et des violations généralisées au sein des communautés affectées. À terme, ils représentent des piliers essentiels qui permettront de se remettre de cette crise et de construire des réalités plus justes, durables et solidaires.**

Ainsi, les diverses organisations à l'initiative de cette synthèse appellent :

## Les autorités congolaises à...

- 1 Assurer la **protection, l'accès aux services de base et la sécurité des populations** dans les zones affectées par ce conflit.
- 2 Garantir un **accès durable et sans entrave des acteurs humanitaires** aux populations dans ces mêmes zones.
- 3 **Former les forces de sécurités congolaises déployées (FARDC, GR, GMI, PIR) sur les droits humains** (dont les violences sexuelles, arrestations arbitraires et taxes illégales) et **sanctionner tout abus**.
- 4 Jouer pleinement leurs **rôles régaliens et impartiaux au cœur des discussions autour de la paix**, aux côtés des forces de sécurité et d'autres instances de l'État (éducatives et sanitaires en particulier) et des acteurs humanitaires et de développement.
- 5 Mettre en place et former une **Task force d'acteurs locaux composée de notables et d'anciens belligérants** avec l'objectif de prévenir la violence et consolider les initiatives en cours.

### Les acteurs humanitaires et de la société civile à...

- 1 Se mobiliser pour assurer un **accès aux services de base (logement, alimentation, santé, éducation, etc.)** aux populations affectées et garantir la **protection des plus vulnérables**.
- 2 S'engager dans les négociations avec les chefs de milices, les forces de sécurité et les autorités congolaises pour un **accès humanitaire durable et sans entrave**.
- 3 **Monitorer l'insécurité alimentaire grandissante** liée à la crise et à l'accès difficile aux champs, et leur impact sur la malnutrition et les revenus des paysans.
- 4 Poursuivre et renforcer la **coordination entre les réponses et les acteurs humanitaires, de paix et de développement**.
- 5 Renforcer et relayer le **rapportage des violations des droits humains et du droit humanitaire** auprès des autorités congolaises et de l'ONU, afin que des enquêtes soient menées de manière indépendante et systématique.

### Les bailleurs internationaux à...

- 1 **Financer et soutenir les actions des organisations humanitaires locales**, notamment par des programmes flexibles et multi-annuels.
- 2 Explorer la possibilité de **mobiliser des bailleurs et financements « nexus » et de développement**, en se basant sur les initiatives existantes et en identifiant ensemble les obstacles et les opportunités liées à leur contribution à une réponse durable et holistique.
- 3 Soutenir des initiatives de **rapportage des violations des droits humains et du droit humanitaire**, afin que des enquêtes soient menées de manière indépendante et systématique.

### Les acteurs des Nations unies à...

- 1 Renforcer la **coordination des actions humanitaires via le système de relais humanitaire**.
- 2 **Analyser et rendre visibles les causes, l'impact et les besoins humanitaires** liés à cette crise.
- 3 Mettre en place un **réel monitoring indépendant et systématique des violations des droits humains et du droit humanitaire** dans les provinces affectées, notamment par l'intermédiaire du **Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en RD Congo (BCNUDH)**.
- 4 S'assurer que le **Groupe d'experts internationaux** renforce son suivi de cette crise et des violations qui en découlent.
- 5 Appuyer les initiatives des acteurs sur les **négociations pour l'accès humanitaire**.



*Rapport produit à des fins de plaidoyer par Caritas International Belgique (CI.be), la Commission Diocésaine Justice et Paix de l'Archidiocèse de Kinshasa (CDJP-ArchiKin), le Service de la Diaconie de l'Archidiocèse, la Caritas Congo ASBL, MAGNA, Canacu et Cause Rurale, actives dans la zone.*

*Il couvre principalement le territoire de Kwamouth, la commune rurale de Maluku ainsi qu'une partie des provinces du Kwango et du Kwilu dans lesquelles ces organisations sont actives dans la réponse humanitaire.*

*Cette publication fait suite à la [première note rédigée en juillet 2023](#) et la [deuxième en octobre 2023](#).*



Notamment avec le soutien de la Coopération belge au développement (DGD) et de l'Union européenne.

Les informations contenues dans cette publication ne sont pas forcément le reflet de la position ou de l'opinion du gouvernement belge ou de l'Union européenne.

**Contact: [representationRDC@caritasint.be](mailto:representationRDC@caritasint.be)**